



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

PROCEDURE ADAPTEE

REHABILITATION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

Personne Publique Contractante : COMMUNE DE TRESSES
5, avenue des écoles
33370 TRESSES

Date et heure limites de réception des offres :

Le 6 mai 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1. Objet et étendue de la consultation	3
1.1. Objet	3
1.2. Mode de passation	3
1.3. Type et forme de contrat	3
1.4. Décomposition de la consultation	3
1.5. Nomenclature.....	3
2. Conditions de la consultation	4
2.1. Délai de validité des offres	4
2.2. Forme juridique du groupement	4
2.3. Prestations éventuelles supplémentaires (PSE)	4
2.4. Clauses de développement durable.....	4
3. Les intervenants	4
3.1. Maîtrise d'œuvre et Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	4
3.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4. Conditions relatives au contrat.....	5
4.1. Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2. Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5. - Contenu du dossier de consultation	5
6. Présentation des candidatures et des offres.....	5
6.1. Documents à produire	5
6.1.2. Pièces de l'offre :	6
6.2. Visites sur site	7
7. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
8. Examen des candidatures et des offres.....	7
8.1. Sélection des candidatures	7
8.2. Critères d'analyse des offres.....	7
8.2.1. Critères qualitatifs	8
8.2.2. Critère prix	9
8.3. Analyse des offres anormalement basses.....	9
8.4. Suite à donner à la consultation - Négociations	9
9. Renseignements complémentaires	9
9.1. Adresses supplémentaires et points de contact.....	9
9.2. Procédures de recours	9

1. Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet

La présente consultation concerne des travaux réhabilitation du Centre Technique Municipal (CTM) tels que définis dans le présent DCE.

Lieu d'exécution : 4 impasse de Laroche

Pour accéder au site il convient d'emprunter le chemin situé à côté du n°20 chemin du moulin à Tresses.

1.2. - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

1.3. Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché alloti, à procédure adaptée.

1.4. Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 9 lots :

LISTE DES LOTS	
Lot 1	Gros œuvre / VRD
Lot 2	Menuiserie extérieure / Façade bois / Signalétique
Lot 3	Plâtrerie / Faux-plafond / Cloison modulable
Lot 4	Menuiserie bois
Lot 5	Carrelage / Faïence
Lot 6	Peinture
Lot 7	Electricité
Lot 8	Plomberie / Sanitaire / Chauffage / Ventilation
Lot 9	Vidéo surveillance

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

1.5. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marches européens (CPV) est : Code principal 45210000-2 : Travaux de construction de bâtiments.

Lots	Code principal	Description
1	45223220	Travaux de gros-œuvre
	45233200	Travaux de VRD
2	45421100	Travaux de menuiseries extérieures
	45261320	Travaux de revêtement de façade
	44423400	Travaux de signalétique

3	45410000	Travaux de plâtrerie
	45421146	Travaux d'installation de plafonds suspendus
	45421152	Travaux d'installation de cloisons
4	45421000	Travaux de menuiserie
5	45431000	Travaux de pose de carrelage
	45431100	Travaux de pose de carreaux muraux
6	45442100	Travaux de peinture
7	45310000	Travaux d'installation électrique
8	45330000	Travaux de plomberie
	45331000	Travaux d'installation de matériel de chauffage
	45331210	Travaux d'installation de systèmes de ventilation
9	35120000-1	Systèmes et dispositifs de surveillance et de sécurité

2. Conditions de la consultation

2.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

2.3. Prestations éventuelles supplémentaires (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont obligatoires et définies aux pièces du marché. Pour chacun des lots concernés, les candidats devront proposer des PSE à la solution de base telle que décrite dans les CCTP. L'acheteur se réserve le droit de commander ou non ces PSE.

2.4. Clauses de développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

3. Les intervenants

3.1. Maîtrise d'œuvre et Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La Maîtrise d'œuvre et l'OPC sont assurés par :

CORDIER ARCHITECTURE
M. Jean-Daniel CORDIER - architecte DPLG
 19, cours Tourny - 33500 LIBOURNE
 05 57 51 49 00
 06 83 11 75 45
agence@cordier.archi

La mission du maître d'œuvre est une mission de base (ESQ/APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) à laquelle est ajoutée une mission complémentaire (OPC).

3.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par : coordinateur SPS en cours de désignation.

4. Conditions relatives au contrat

4.1. Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les travaux devront être effectués conformément au planning établi par l'architecte. La durée d'exécution du marché est de 7 mois à compter de sa date de notification.

5. - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes pour chacun des lots
- Les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Les documents complémentaires :
 - o RICT
 - o PGCSPPS
- Les documents graphiques :
 - o Dossier Etat des lieux : plans de l'existant
 - o Dossier Projet : plans du projet
 - o Carnet de détail

Le DCE est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

6.1.1. - Pièces de la candidature telles que prévues à l'article L2142-1 du code de la commande publique

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles <u>L. 2141-1</u> à <u>L. 2141-5</u> et <u>L. 2141-7</u> à <u>L. 2141-11</u> notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux <u>articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail</u> (Article R2143-3 du code de la commande publique).	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (ou déclaration DC2 - rubrique C1 et justificatif) ou DUME	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Chacun des certificats précités pourra donc faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et DC4** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, **soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)**.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2. Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes	Non
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Non
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes	Non
La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire technique exposant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (voir contenu à l'article 8.2.2)	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2. Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour tous les lots :

Les Rendez-vous sont fixés les : **mercredi 23 avril et mercredi 30 avril à 10h00 à la Mairie de Tresses (5 avenue des Ecoles)**

7. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir sur la plateforme avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats doivent transmettre leurs documents exclusivement par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>.

La transmission des documents sur un support physique électronique (clé usb...) ou sur un support papier n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles (PDF, DOCX...).

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8. Examen des candidatures et des offres

8.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2. Critères d'analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles 2152-2 à 2151-4, R 2152- 1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée

pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus (identiques pour l'ensemble des lots) pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
A – PRIX DES TRAVAUX	60
B – VALEUR TECHNIQUE ET EVALUATION DES CAPACITES PROFESSIONNELLES Les entreprises fourniront un dossier spécifique sur la valeur technique et l'évaluation des capacités professionnelles reprenant : 1) une note méthodologique (maximum 20 pages) spécifique au chantier indiquant : - les mesures proposées par l'entreprise pour la réalisation du chantier avec indication des procédés ; - les moyens techniques mobilisés spécifiques au chantier ; - la sécurité et l'hygiène sur le chantier ; - l'installation du chantier envisagée avec plan ; - la sous-traitance déclarée ou envisagée ; - tout document jugé utile à présenter par l'entrepreneur. 2) une note méthodologique environnementale (maximum 5 pages) Concernant la conduite de chantier. Les entreprises devront indiquer dans cette note les dispositions qu'elles comptent adopter en matière de : - gestion des déchets ; - réduction des nuisances, des pollutions et des risques sur la santé et l'environnement ; - organisation de chantier propre vis à vis du projet.	30
C - une note spécifique sur les moyens humains en adéquation avec les temps d'intervention indiquant (maximum 5 pages) : - le programme d'exécution des ouvrages ; - la durée approximative de chaque phase en rapport au programme d'exécution des ouvrages ; - une note expliquant la corrélation entre les différentes phases de l'exécution et les moyens humains ; - l'organigramme fonctionnel de l'équipe affectée à l'opération ; - le nombre de personnes affectées au chantier (mini ou maxi selon planning) ; - autres moyens humains envisagés.	10

Méthode de notation :

8.2.1. Critères qualitatifs

La valeur technique (40 points) est appréciée au regard des éléments fournis par le candidat dans son mémoire Technique qui ne devra pas excéder 30 pages.

8.2.2. Critère prix

Le critère prix est apprécié en fonction du rapport de l'offre du moins-disant recevable sur l'offre analysée. Ce résultat sera multiplié par le nombre de points pour le critère prix, soit 60 points :

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre la moins-disante}}{\text{Offre du candidat analysé}} \times 60$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3. Analyse des offres anormalement basses

Conformément à l'article R. 2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre pourra être rejetée. Si cette condition est vérifiée, le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre la procédure de l'article précité.

8.4. Suite à donner à la consultation - Négociations

A l'issue de l'analyse technique, **le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les 3 candidats** ayant remis les meilleures offres appropriées, dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. **Cependant, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché à une offre initiale sans recourir aux négociations si celle-ci correspond à son besoin.**

La négociation peut porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, délais, qualité, quantité, garanties...).

Cette négociation sera menée par le pouvoir adjudicateur ou l'équipe de maîtrise d'œuvre et se déroulera par courriel qui précisera le délai au terme duquel le silence gardé par le candidat équivaudra à un refus de sa part de négocier plus avant, auquel cas sa proposition initiale sera considérée comme définitive.

Suite à cette phase de négociation, le pouvoir adjudicateur procédera à un nouveau classement des offres si le résultat des négociations avec les candidats le justifie.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats précités. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9. Renseignements complémentaires

La langue du marché est le français. La monnaie du marché est l'EURO.

9.1. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, **une demande écrite qui devra être formulée par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur**, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2. Procédures de recours

Le présent marché peut faire l'objet d'un recours :

- Référé suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative) avant la signature du marché.
- Référé précontractuel (articles L.551-1 à L.551-5 du Code de Justice Administrative).
- Référé contractuel (article L.551-15 du Code de Justice Administrative).

- Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification du marché.
- Recours en contestation de validité du contrat, ouvert aux seuls candidats évincés dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du marché.

Tout recours contre le présent marché devra être déposé auprès du :

Tribunal Administratif de Bordeaux 9, rue Tastet

33000 BORDEAUX

Tel : 05.56.99.38.00

Fax : 05.56.24.39.03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <https://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux 103b rue Belleville BP 952

33063 BORDEAUX

Tél : 05.56.69.27.18

Courriel : claire.gachet@direccte.gouv.fr